

Cameroun-FAO

Un nouveau contrat d'assistance technique signé



Echange de parapheurs

■ *La République du Cameroun à travers le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture viennent de signer un contrat d'assistance technique pour le compte du Projet d'Urgence de Lutte contre les Crises Alimentaires au Cameroun.*

Déterminés à renforcer leur coopération et à consolider davantage leurs liens, la FAO dont le Cameroun est membre depuis 1960, et le Gouvernement camerounais viennent de signer le 22 avril 2024 un nouveau contrat d'assistance technique en faveur du Projet d'Urgence pour la Lutte contre les Crises Alimentaires au Cameroun (PULCCA). Les documents y relatifs ont été paraphés, côté Gouvernement camerounais, par le ministre en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, et côté FAO, par son directeur général, QU Dongyu. C'était à l'hôtel Hilton de Yaoundé et en présence du ministre camerounais de l'Élevage, des Pêches et Industries Animales, Dr Taïga; du coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale et représentant du Bureau de la

FAO au Cameroun; du directeur des Opérations de la Banque Mondiale; de l'ambassadeur, représentant du Cameroun auprès des institutions des Nations Unies à Rome, entre autres. Le directeur général de la FAO, faut-il le relever, effectuait une visite officielle au Cameroun sur invitation du président de la République, Paul Biya.

Et le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, représentant du Gouvernement camerounais, de rappeler d'emblée dans son allocution de circonstance que l'agriculture au Cameroun constitue l'une des priorités dans sa marche vers l'émergence et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, l'un de ses piliers. Le Cameroun, fait-il savoir, s'est en effet engagé en faveur des Objectifs de Développement Durables (ODD1) dont l'objectif général est « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » et ODD2 qui visent à « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable » pour un monde sans faim et un monde équitable.

Renforcer les capacités des petits exploitants

L'accord-cadre ainsi signé avec la FAO dans le cadre du PULCCA porte sur le renforcement des capacités



Une vue de la table d'honneur

de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience. D'un coût estimé à environ 1,7 milliards de francs CFA, soit plus de 2,7 millions de dollars américains, il couvre les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Il se décline en trois volets, notamment, l'appui au développement des petites unités de production agricole consistant en l'acquisition et la distribution de 3 950 kits d'intrants dans les filières banane-plantain (1 500), igname (1 000), manioc (1 000) et cultures maraîchères (450) dans la région de l'Est; l'appui au développement des petites unités de production animale, aquacole et halieutique axé sur les acquisitions et distributions de 900 kits d'intrants de production dans les filières lait (100), volaille traditionnelle (200), poulet de chair (100), œuf de table (100), porc (100), petits ruminants (200), miel (100) et la vaccination de 150 000 volailles traditionnelles et l'assistance technique aux pratiques de gestion durable qui portera sur la promotion de l'agriculture intelligente face au changement climatique dont 8 000 bénéficiaires à former dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Puis, le renforcement des capacités techniques de 4 100 éleveurs à travers l'approche champs-école paysans et de production climato-intelligentes. Et enfin, la mise en place de 20 champs fourragers et de 20 km de

balisage des couloirs de transhumance et des pistes à bétails pour la région de l'Est. S'agissant du Projet d'Urgence de Lutte contre les Crises Alimentaires au Cameroun (PULCCA), le Cameroun a bénéficié pour sa mise en place du concours financier de la Banque mondiale dans le cadre du Programme National de Résilience (PNR) 2021. Le but du Projet est de contribuer à atténuer les impacts à court terme de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones ciblées, tout en renforçant simultanément la résilience économique, climatique et communautaire à long terme dans les régions du Nord, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Adamaoua et de l'Est. D'un coût global cent millions de dollars américains, le PULCCA s'organise autour de 5 composantes dont le soutien à la stabilisation alimentaire et nutritionnelle de la réponse rapide en vue du relèvement rapide et d'un renforcement de la résilience; le renforcement des capacités de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience climatique et nutritionnelle; l'appui au renforcement de la capacité gouvernementale de suivi des crises de sécurité alimentaire, des systèmes d'information et des services agro-météorologiques; la gestion, le suivi et l'évaluation du Projet et, l'Intervention d'Urgence Contingente (IUC).

Djaoudjaourou

Visite du DG de la FAO au Cameroun

Le forum des ambassadeurs s'engage à soutenir la sécurité alimentaire

■ C'est l'engagement pris au nom de tous les diplomates présents dans la salle de conférences de l'hôtel Hilton de Yaoundé le 22 avril 2024 par son Excellence Patrick Paul Biffot, Haut-commissaire de la République gabonaise, doyen du corps diplomatique accrédité au Cameroun.



Une vue de la table d'honneur

La faim reste un défi majeur pour notre planète. Selon les chiffres des Nations Unies contenus dans le Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2023, entre 691 millions et 783 millions de personnes ont souffert de la faim en 2022. Si l'on considère la moyenne qui s'établit à 735 millions, cela représente une augmentation de 122 millions par rapport à 2019, date du dernier pointage, avant la pandémie de covid-19. Au Cameroun, selon les résultats de l'Analyse Cadre-harmonisé des zones à risque et d'identification des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle publié en décembre 2023 par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, 10,6 % de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle, soit 2 940 807 personnes. Un chiffre alarmant, qui s'est amplifié avec les différentes crises sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, dans l'Extrême-Nord, mais aussi par des facteurs exogènes comme la covid-19 et la crise russo-ukrainienne.

Des solutions endogènes pour contrer le problème. Pour contrer la crise, le gouvernement camerounais a mis sur pied des mesures considérables, avec l'appui et l'assistance de ses partenaires techniques et financiers dont la FAO en première ligne. Au-delà du soutien à la production des différentes spéculations et des multiples importations de produits agroalimentaires visant à réduire la pression, de nombreux projets à l'instar du Programme national de veille et de renforcement de la sécurité alimentaire (PNVRS), du Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (PULCCA) ont été mis sur pied et permettent de surveiller et d'assister les populations en situation de crise alimentaire.

La FAO, soutien par excellence de la sécurité alimentaire

La visite au Cameroun de Qu Dongyu, directeur général de la FAO, invité par le président de la République, Paul Biya est loin d'être hasardeuse. Depuis plusieurs décennies, l'organisme onusien travaille



Signature de l'accord cadre entre le Minader et la FAO

continuellement à l'amélioration de la situation de la faim dans notre pays. Durant son séjour, Qu Dongyu a lancé officiellement l'initiative « Villes vertes » mais a aussi assisté à la signature d'une convention d'une valeur de 1 617 616 433 francs CFA entre le Cameroun et l'Organisation qu'il dirige, visant à renforcer les capacités de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience. Au terme de ces travaux, il a présidé, en compagnie du ministre de l'Agriculture et du Développement rural et du ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales au forum des ambassadeurs, qui réunissait les différents diplomates accrédités au Cameroun, des représentants des partenaires techniques et financiers et des universitaires. Cette rencontre visait à mobiliser les différents acteurs internationaux et les bailleurs de fonds pour le financement des initiatives en faveur de la recherche agricole, sans oublier celles favorables à la lutte contre la famine, au soutien à la production agricole et à l'élevage.

Dans son discours de circonstance, Qu Dongyu a signalé que la solidarité est la matrice principale des relations internationales depuis 1945. Aux ambassadeurs, il l'a notamment précisé cela en ces mots : « votre soutien est important pour la FAO pour atteindre ses objectifs de sécurité alimentaire. La FAO vient d'ailleurs ici de signer une convention allant dans ce sens. Nous comptons en obtenir rapidement des fruits, avec le concours de la Banque mondiale ». C'est par la voix de Patrick Paul Biffot, haut-commissaire de la République gabonaise et doyen du corps diplomatique au Cameroun que les diplomates accrédités au Cameroun ont pris après avoir vanté leur contribution à la modernisation des structures de l'agriculture camerounaise à travers une coopération revue et renforcée à travers le financement de nombreux projets et programmes, ont pris l'engagement de rester ouverts aux sollicitations de l'État du Cameroun en matière de soutien à la production et de lutte contre la crise alimentaire et nutritionnelle.

Yvan Njuplong

Cameroun-FAO

La recherche agricole pour booster la lutte contre l'insécurité alimentaire

■ *En marge de sa visite au Cameroun, Qu Dongyu, directeur général de la FAO a lancé un appel à densifier la collaboration avec les instituts et laboratoires de recherche afin de bénéficier de l'apport de ces derniers dans la maîtrise du climat, des pertes post-récoltes et de la destruction de plantations par les animaux.*



Une attitude du DG de la FAO

cultures. Tout ceci dans l'objectif d'assurer l'objectif majeur de la FAO, la disponibilité d'une alimentation de qualité, « sans laisser personne de côté ». Dans son discours durant le forum des ambassadeurs, Qu Dongyu a d'ailleurs martelé ceci : « il est urgent d'engager une synergie pour améliorer la capacité des sites de production, former efficacement les producteurs, maîtriser les changements climatiques et la bonne utilisation des ressources en eau. Pour réaliser ces objectifs, la contribution de la science sera un élément essentiel ».

Durant cette rencontre, le professeur Thomas Ndjotchio, représentant des chercheurs a insisté sur le fait que la recherche fait des efforts importants chaque jour pour adapter ses résultats et apporter des solutions aux problèmes que rencontre notre agriculture. Il affirme ainsi que : « l'agriculture de précision est une solution pour améliorer la production, réduire les pertes ». Aussi, invite-il à une utilisation progressive de l'intelligence artificielle pour « analyser les données et fournir des recommandations précises aux producteurs ». Enfin, il a appelé les gouvernants à « faire usage du savoir-faire et la disponibilité des chercheurs qui peuvent aider dans la recherche, mais aussi dans la formation aux agro-technologies, à l'agro-business en conformité avec les réalités locales ».

Cet appel a été largement applaudi par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et le ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales qui étaient présents, mais aussi par un ensemble d'acteurs de la recherche et de diplomates, qui ont convenu de poursuivre la synergie pour garantir in fine, la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous.

Yvan Njuplong

Le cadre stratégique de la FAO qui s'étend sur la période 2022-2031, considère la technologie comme un élément fondamental, qui permettra de parvenir à un monde libéré de la faim et de la malnutrition. Dans ce texte important qui définit la stratégie d'action de cet organisme des Nations Unies sur cette période décennale, il est noté que « les innovations technologiques, institutionnelles, stratégiques et financières dans les systèmes agroalimentaires sont considérés comme des accélérateurs à même de renforcer l'efficacité et l'impact des domaines prioritaires du Programme (DPP) de la FAO dans le cadre des quatre améliorations ». Pour contrôler

cela, un bureau de l'innovation a été mis sur pied avec pour mission de veiller à ce que la FAO intègre systématiquement l'innovation dans ses programmes, favorise la collaboration croisée entre ses différentes unités et contribue à établir et à renforcer des partenariats porteurs de transformation.

C'est fort de ceci que Qu Dongyu, directeur général de la FAO a durant la visite qu'il a effectuée au Cameroun du 20 au 22 avril 2024 réaffirmé la nécessité de « développer la recherche et la coopération agricole », afin d'augmenter les capacités de production, de réduire les pertes post-récoltes, de maîtriser les effets des changements climatiques et les attaques des animaux sur les

MIDENO

40 Years of Unexpected Commitment in the Pursuit of Excellence in Rural Development

The North West Development Authority (MIDENO) was created by the Government in 1981 as a Development Instrument for the Region. The motto of MIDENO is "Excellence in Rural Development". Since creation, MIDENO has been committed uninterrupted in the pursuit of excellence in the rural development of the Region. As a secular Arm of the State in the Agro pastoral and Rural Development, MIDENO has the mandate to plan, support, coordinate and supervise the agro pastoral and rural development of the Region. As a decentralized Agricultural and Rural development instrument of the State in the Region, MIDENO has the mandate to plan, support, coordinate and supervise the agro pastoral and rural development of the Region.

The impact of MIDENO in the North West Region over the years has been evident through the implementation of several donor-funded rural development Projects such as:

- The North West High Plateau Integrated Rural Development Phase I at a cost of 10.2 billion F CFA and was implemented within five years starting from 1982 to 1989
- The North West High Plateau Integrated Rural Development Phase II at a cost of 3.8 billion FCFA and was implemented within five years starting from 1982 to 1989.
- The Grassfield Participatory and Integrated Rural Development Project Phase I implemented for a six (06) years lifespan from 2004 - 2010 worth 15.725 billion FCFA, funded by the ADB.
- The Grassfield Participatory and Integrated Rural Development Project GP-DERUDEP Phase II at the cost of 19 billion FCFA funded by the ADB from 2014 to 2019.
- The Grassfield Participatory and Integrated Rural Development Project (GP-IRDP) at the cost of 27 billion FCFA.
- The livestock and Fisheries development Project (LIFIDEP) funded by the Islamic Development Bank from 2014 and is expected to end in 2021 at the cost of 29 billion FCFA.

MIDENO

MIDENO

MIDENO
NORTH WEST DEVELOPMENT AUTHORITY
R. O. BOX 442 RAMONDA
EXCELLENCE IN RURAL DEVELOPMENT

MIDENO: 39 Years of Uninterrupted Commitment in the Pursuit of Excellence in Rural Development

North West Development Authority (MIDENO)
P.O. Box 442, Ramonda, Email: midenohd@yahoos.com, Website: www.mideno.org, Tel: 233161378, Fax: 23361461, Mobile: 677 764 388